



---

## CENTRE REGIONAL D'ASSISTANCE TECHNIQUE EN AFRIQUE CENTRALE

---

### MISSION SUR LES STATISTIQUES DE FINANCES PUBLIQUES

(Du 21 janvier au 1<sup>er</sup> février 2019 – à Yaoundé, Cameroun)

---

#### **SYNTHESE DES RESULTATS ATTEINTS**

Le Centre régional d'assistance technique du Fonds monétaire international (FMI) pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre - AFC) a organisé, du 21 janvier au 1<sup>er</sup> février 2019, à Yaoundé, Cameroun, une mission sur les statistiques des finances publiques conformément au *Manuel de statistiques des finances publiques 2014 (MSFP 2014)* et à la Directive no. 05/11-UEAC-190-CM-22 portant TOFE (la directive « TOFE »), et sur la production des tableaux du cadre d'analyse minimum.

Les résultats atteints sont :

- 1) Renforcement de la capacité des membres du Comité TOFE, des producteurs de données notamment, pour leur permettre une meilleure compréhension de la finalité et du traitement des informations transmises pour l'élaboration du TOFE
- 2) Renforcement de l'exhaustivité et la lisibilité des données de la dette notamment au niveau de la Balance. A ce titre, à court terme la mise place d'une plateforme d'interfaçage entre le système d'informations de données de la dette et celui de la comptabilité pourrait être une solution ; A moyen terme, l'intégration directe et exhaustive des opérations de paiement de la dette par le Trésor devrait être envisagée ;
- 3) Elaboration d'une série de données reclassées 2012-2017, à transmettre au Département des Statistiques aux fins d'affichage dans l'annuaire des statistiques du FMI ;
- 4) Ajout à la BGCT, des données de la dette publique et des comptes de disponibilité de la Caisse Autonome d'Amortissement (CAA) manquants ;
- 5) Rationalisation des comptes de transferts et les comptes de dépôts ;
- 6) Amélioration de la présentation des comptes de transferts dans la Balance pour permettre de distinguer ceux qui vont aux unités extrabudgétaires et ceux destinées aux sociétés publiques. Ce travail est nécessaire dans la perspective de la consolidation des opérations du secteur public